

Une puissance des gens est-elle possible face au mépris et aux injustices d'un Etat qui ne compte pas tout le monde ?

Rencontre le Mardi 27 Novembre, 18h30

Nous proposons de tenir la prochaine « *Rencontre pour penser l'Aujourd'hui* » à partir d'un échange qui a eu lieu avec une habitante d'un quartier populaire. Cet échange portait sur ce qu'il est possible de faire pour transformer des situations avec le souci du « pour tous », et pour faire face à l'injustice et au mépris.

Cette personne avançait l'idée suivante : « *beaucoup de gens aujourd'hui ne disent pas ce qu'ils pensent et n'agissent pas, car ils font le constat qu'en aucun cas leurs paroles et leurs volontés ne sont prises en compte, bien plus : qu'ils sont méprisés.* »

En même temps, elle interrogeait sur le fait que même si on veut le faire (*se prononcer, agir*), « *il n'y a pas d'endroit où cela est possible* ». Pour sa part, elle avait décidé de « *s'y mettre et d'essayer de faire quelque chose* ».

A partir de ce questionnement, qui met en évidence la situation politique difficile d'aujourd'hui nous ouvrons à quelques points de débats et réflexions :

1) Ce que nous dit cette personne, n'est-ce pas ce que vivent déjà des millions de gens de ce pays, à savoir qu'ils ne sont plus comptés nulle part, que leurs avis, points de vue, pensées, actions sont en dernier ressort méprisés, rejetés, combattus par les divers institutions et « politiques » ?

2) N'est-ce pas tout simplement là les conséquences du fonctionnement de l'Etat séparé des gens, de l'Etat sans peuple en place maintenant depuis plus d'une décennie, où plus rien ne se discute, ne se négocie avec les gens ?

3) S'agit-il d'une crise provisoire du rapport de l'Etat aux gens, crise de la représentation, crise du régime parlementaire, ou est-ce bien plus profond : s'agit-il d'un nouveau type de régime qui se cherche et s'expérimente ? Car tout compte fait, la fin de la légitimité du parlementarisme ne paraît pas plus inquiéter que cela les dirigeants politiques. (*Et cela n'est pas valable que pour la France*).

4) Faut-il alors chercher à maintenir à tout prix l'idée d'une nouvelle représentation, à savoir : de nouveaux élus, partis, mouvements... comme réponse possible ? Ou bien faut-il travailler à partir de nos propres affirmations et recherches ; prendre au sérieux et partir de ce qui est dit et de ce qui est interrogé par ceux qui cherchent à transformer des situations du point des gens ?

5) « *Il n'y a pas d'endroit pour cela* » : cela interroge sur les lieux possibles où le travail à faire, la confiance dans nos propres propos, la capacité collective à penser et agir sont pris en compte et peuvent permettre de faire puissance face à l'Etat, ce qui n'est ni facile, ni évident.

Nous vous proposons de débattre et réfléchir ensemble des éléments de réponse à ces questions le :

MARDI 27 NOVEMBRE, A 18H30

PETITE SALLE ESCOUSSIÈRES ARNAUD BERNARD
3 rue Escoussières Arnaud Bernard, Métro Capitole ou Jean-Jaurès

Dans le cadre des « Rencontres pour penser l'aujourd'hui »